

Manifestation du 29 janvier

# FINIRA-T-IL PAR NOUS ENTENDRE ?



**FRANCE** ■ Des échanges pour une gauche qui change ■ **DOSSIER** ■ DOM-TOM : coup de blues

**ultramarin** ■ **VIE DU PARTI** ■ Le rassemblement des secrétaires de section ■ **PORTRAIT** ■ Jules Otto





## UNIVERSITÉ PERMANENTE DES CADRES FÉDÉRAUX PS/MJS

### Le Secrétariat national à la Formation ouvre les Inscriptions

L'Université Permanente s'adresse aux secrétaires fédéraux, délégué(e)s fédéraux, aux membres des conseils fédéraux ainsi qu'aux animateurs fédéraux MJS.

**La formation se déroule sur quatre week-ends intensifs :  
trois au siège du Parti Socialiste 10 Rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07  
et le week-end de l'Université d'Été qui forment un ensemble cohérent**

Le nombre de places étant limité, les inscriptions seront enregistrées par ordre d'arrivée.

Coût de la session : 200 euros payable par chèque à l'ordre du Parti socialiste.

*(Les frais de transports sont pris en charge par la fédération, sous réserve de son accord préalable).*

#### CALENDRIER :

❑ **1<sup>er</sup> week-end :** du vendredi 13 mars 2009 (18 h)  
au dimanche 15 mars 2009 (13 h 30)

❑ **2<sup>ème</sup> week-end :** du vendredi 15 mai 2009 (18 h)  
au dimanche 17 mai 2009 (13 h 30)

❑ **3<sup>ème</sup> week-end :** UNIVERSITÉ D'ÉTÉ  
*La date et le lieu vous seront communiqués ultérieurement*

❑ **4<sup>ème</sup> week-end :** du vendredi 23 octobre 2009 (18 h)  
au dimanche 25 octobre 2009 (13 h 30)

*\* Toute demande de dossier d'inscription s'effectue auprès du : Parti socialiste - Secrétariat national à la Formation :*

**Mireille Bourbon-Perez - 10 Rue de Solférino - 75333 Paris Cedex 07 - Télécopie : 01 45 56 76 45 - E-mail : [formation@parti-socialiste.fr](mailto:formation@parti-socialiste.fr)**

*\*\* Lors de la demande de dossier d'inscription, qui vous parviendra soit par e-mail, télécopie ou courrier, nous vous remercions de bien vouloir indiquer vos coordonnées exactes (Nom, Prénom, Adresse postale, Tél, Portable, e-mail) et nous le retourner uniquement par courrier accompagné du règlement et de votre photo d'identité.*

**L'hébo des socialistes • 10, rue de Solférino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax: 01 45 56 76 83**

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrire à : [redaction@parti-socialiste.fr](mailto:redaction@parti-socialiste.fr))

- DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Maurice Braud  
• DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF: Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION: Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32). • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION: Élisabeth Philippe (76.27) • MAQUETTE: Pascale Lecomte (79.44) et Joëlle Moreau (77.16)  
• PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT: Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)  
• FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE: Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223  
• ISSN : 12786772 "L'hébo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 243 137 exemplaires.

# Garantir à nouveau l'intérêt général



**Benoît Hamon,**  
porte-parole  
du Parti socialiste

Cruelle semaine pour le gouvernement. Trois événements sont venus, chacun à leur manière, illustrer la faillite de l'État organisée par la droite depuis plusieurs années.

En Guadeloupe, un mouvement social réunissant tous les syndicats et soutenu par l'immense majorité des Guadeloupéens s'est organisé pour réclamer une amélioration immédiate du pouvoir d'achat. En face : un gouvernement aux abonnés absents et des représentants de l'État sans feuille de route ont dû être remplacés par des élus locaux contraints de jouer tous les rôles à la fois pour répondre concrètement au ras-le-bol des Guadeloupéens face à la vie chère.

Dans le Sud-ouest, la tempête Klaus a frappé durement, laissant derrière elle des vies meurtries, un paysage et un environnement bouleversés et une économie affaiblie dans une conjoncture de crise qui rend plus tragique encore les conséquences d'une telle catastrophe naturelle. Si les fonctionnaires et salariés du service public ont montré un dévouement exceptionnel, que pouvaient-ils faire devant la dévastation du réseau électrique et de télécommunication dont les moyens affectés à l'entretien n'ont cessé de baisser ces dernières années ? Plus de 8 jours après la tempête, 40 000 foyers restaient sans électricité dans les Landes. Les élus locaux ont vu arriver sur le territoire de leur commune le renfort de l'armée, sans que la troupe ne soit équipée de la moindre tronçonneuse ni même d'une petite hache pour attaquer le bois.

Gabegie et désorganisation, conséquences directes d'une politique de paupérisation de l'État. C'est pourquoi les socialistes se réjouissent du succès de la mobilisation du 29 janvier qui au-delà des mots d'ordre en faveur des salaires, des retraites, ou de l'emploi, a appelé à la sauvegarde et au renforcement des services publics et des moyens de l'État dans un moment où, plus que jamais, la puissance publique doit être garante de l'intérêt général.

## ■ sommaire

### Actualités France

Des échanges pour une gauche qui change p.6

### International

Les ministres à Davos, les socialistes à Belém p.10

### Dossier

DOM-TOM : Coup de blues ultramarin p.18

### Vie du parti

Le rassemblement des secrétaires de section p.26

### Territoires

Le PS solidaire de RESF p.33

### Portrait

Jules Otto p.36

**Le chiffre**

45 000 chômeurs de plus en décembre. En trois mois, 155 700 chômeurs sont venus grossir les rangs de l'ANPE. Au total, sur l'année 2008, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 217 000. Les hommes sont les plus touchés, notamment les jeunes pour lesquels l'augmentation atteint 4,4% en décembre 2008 et 27,8% sur un an. Pour l'ensemble des moins de 25 ans, la hausse du chômage frôle les 20% en 2008.

**155 700****Manifestation  
Préfet puni**

Après les manifestations qui ont perturbé son déplacement à Saint-Lô, le 12 janvier dernier, Nicolas Sarkozy a décidé de muter le préfet et le directeur de la sécurité de la Manche.

« Le président de la République traduit ainsi sa conception inquiétante du rôle de la haute fonction publique, et des représentants de l'État, dont la neutralité et la qualité de service auprès de gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, font leur grandeur et doivent impérativement être préservées », estime le PS qui s'inquiète encore des pratiques autoritaires du chef de l'État.

**Patrimoine  
Déréglementation  
sauvage**

Le Parlement a adopté, le 30 janvier, un amendement qui supprime le pouvoir d'avis conforme des architectes des bâtiments de France (ABF) sur les permis de construire et les autorisations de travaux, dans les zones de protection du patrimoine et des paysages. Le PS dénonce une



« déréglementation sauvage », et y voit une menace pour « la qualité des paysages et la préservation du patrimoine monumental ».

**Relance  
Du neuf avec du vieux**

C'est avec fierté que François Fillon a annoncé, le 2 février, les 1000 projets d'aménagements du territoire sélectionnés dans le cadre du plan de relance gouvernemental. Si la volonté d'accélérer les travaux d'aménagement et de développement du territoire est louable, le PS regrette que les mots ne soient pas suivis d'actes. « L'État ne fait qu'honorer des engagements pris précédemment, fait du neuf avec du vieux, ce qui est largement insuffisant pour relancer la croissance. De plus, pour la plupart,

les mises en chantier ne débiteront qu'en 2010 voire 2011, et il est donc faux de dire qu'elles auront un effet important sur l'activité en 2009. »

**Université  
Grève illimitée  
des enseignants-chercheurs**

Depuis le 2 février, les enseignants-chercheurs sont en grève illimitée. La colère du secteur a atteint son paroxysme. Principales revendications du mouvement : le retrait du projet de décret du statut des enseignants-chercheurs

Conséquence de la loi sur l'autonomie des universités, ce décret donne plus de pouvoirs aux présidents sur la modulation du temps de travail des personnels entre enseignement, recherche et tâches administratives, et en retire au Conseil national des universités (CNU) en ce qui concerne les promotions. Il entérine aussi la suppression de la réforme de la formation des enseignants du primaire et du secondaire, qui remet en cause l'existence même des IUFM. La coordination nationale des universités appelle à une manifestation nationale le 10 février.



**Page réalisée par Fanny Costes**





## **L'image de la semaine** À Juvisy, la santé menacée

**Le 3 février, Benoît Hamon, porte-parole du PS et Mireille Le Corre, secrétaire nationale du PS, chargée de la santé et de la sécurité sociale, étaient aux côtés des manifestants, dont Etienne Chaufour, le maire de la commune, devant l'hôpital de Juvisy (Essonne). Le même jour, le Conseil d'administration votait la fermeture de la maternité et de la chirurgie à l'hôpital. Pour la justifier, l'Agence Régionale d'Hospitalisation a tout d'abord avancé une « rentabilité » insuffisante. Argument erroné comme l'ont prouvé les opposants à la fermeture. Les arguments portant sur la sécurité ont alors pris le relais : la maternité et la chirurgie de Juvisy, du fait de la « trop » petite taille de l'hôpital, ne permettraient pas d'assurer la sécurité des patients. Pourtant un classement publié dans *l'Express* classe Juvisy parmi les hôpitaux de moins de 300 lits, 67<sup>e</sup> sur 325 et avec une note de B (A à E).**

# Des échanges pour une gauche qui change

Les manifestations du jeudi 29 janvier ont été une réussite. Près de 2,5 millions de personnes étaient dans les rues de France pour protester contre un gouvernement sourd aux souffrances de la population, à la hausse du chômage et à la baisse du niveau de vie. Salariés du public et du privé, syndicats, associations, intellectuels et partis politiques de gauche se sont retrouvés ensemble autour d'un même combat. Un succès analysé par **Didier Eribon**, philosophe<sup>(1)</sup> et **Christian Paul**, député PS de la Nièvre et directeur du laboratoire des idées du PS. Dans un débat organisé par l'Hebdo, ils soulignent l'importance d'un retour de la gauche pour porter les revendications d'une population touchée par la crise.

*Selon vous, que démontre la mobilisation du 29 janvier ?*

**Didier Eribon** : L'ampleur des manifestations est la preuve qu'aujourd'hui beaucoup de gens ont envie d'exprimer leur indignation contre des

mesures politiques qui sont prises dans des secteurs délaissés, mais aussi contre une politique globale menée par le gouvernement.

De plus, cette mobilisation a souligné une cristallisation de

cette colère et mis en avant une convergence des luttes. Elle ne sera peut-être que provisoire. Mais cette mise en commun de mouvements aux mots d'ordre différents est très importante et très prometteuse.



**Christian Paul :** Je crois que c'est un tournant. D'abord parce qu'il y a addition des forces, alors qu'on avait vu ces derniers mois des mouvements parfois isolés qui peinaient à mobiliser. C'est sans doute un tournant aussi parce qu'il y a un effet de seuil dans la somme des révoltes. Ce qui se joue, ce n'est plus seulement de l'ordre de ripostes sectorielles. C'est l'ensemble d'une politique qui est mise en cause. Car dans les agressions dont la société française se sent aujourd'hui victime, on trouve un certain nombre de réflexes communs de protection et de résistance. Quand la démocratie est confisquée, à travers le Parlement, les médias, toutes les formes de surveillance de la société, ça met en mouvement des gens d'engagements différents, voire de sensibilités différentes, qui considèrent à un moment donné qu'il y a davantage à gagner à être ensemble. L'autonomie légitime de mouvements sociaux, à l'égard de partis politiques notamment, n'empêche pas une conscience commune des dangers. C'est peut-être le côté magique de ce jeudi 29 d'avoir permis un



**Didier Eribon**

**Cette mise en commun de mouvements aux mots d'ordre différents est très importante et très prometteuse.**

mouvement de masse, sans lequel ce pouvoir-là ne reculerait pas.

J'ai retrouvé cette aspiration fédératrice à la réunion de l'appel des appels, une coalition de mouvements de différentes natures – éducation, immigration, recherche... Ses signataires recherchent ce qu'il y a de commun à leurs luttes pour les porter plus haut. Et éviter un essoufflement de combats très légitimes mais trop confinés. Car quand on se retrouve à 500 devant un rectorat pour protester contre la suppression de postes de RASED, on a quand même le sentiment d'une certaine impuissance.

***N'y a-t-il pas un risque dans ce mélange des revendications, des idées et des acteurs, de brouiller les rôles et du même coup l'efficacité de la lutte ?***

**C.P. :** La mobilisation du 29 a prouvé le contraire. Mais il existe en effet une division des tâches dans la démocratie, entre des organisations syndicales, des mouvements associatifs, des coordinations et des partis politiques tel que le nôtre. Je crois qu'il faut se méfier d'un consensus mou ou formaté. Ce serait au fond la vision sarkozienne de la démocratie, une pseudo-concertation comme celle qui est à l'œuvre sur la recherche. Il ne s'agit pas seulement d'être dans les manifestations. Nous devons instaurer de multiples passerelles, une démocratie de responsabilité où chacun a sa place et sa légitimité.

**D.E. :** Quand j'entends dire qu'il faut que le PS se réinvestisse dans les mouvements sociaux, travaille avec les associations, syndicats et intellectuels, ça me réjouit. Car le problème du PS, notamment quand il était au pouvoir, a été non seulement de s'inspirer de penseurs néo-conservateurs, mais aussi de vouloir rompre avec l'héritage de mai 1968. Je ne suis pas un dévot de cette période, mais en 1968, nous avons



**Christian Paul**

**Nous devons instaurer de multiples passerelles, une démocratie de responsabilité où chacun a sa place et sa légitimité.**



Didier Eribon

**Il faut savoir écouter les salariés et pas seulement se baser sur les rapports d'énarques.**

assisté à la manifestation de mouvements de toutes sortes, dans lesquels les partis politiques de gauche travaillaient ensemble, aux côtés des intellectuels notamment.

Aujourd'hui, c'est ce comportement de « déni » qui a fait monter la droite. Même si on peut voter pour un parti sans être d'accord avec tout ce qu'il dit, il faut au moins se sentir représenté, incarné, défendu par lui. Et quand ce n'est pas le cas, des voix manquent forcément à l'appel.

Aujourd'hui, le PS retrouve les mouvements sociaux. Mais il ne faudrait pas que ce soit une présence uniquement symbolique. En ce sens, je trouve un peu choquant que Martine Aubry fasse des élections européennes de juin la priorité à venir du PS. Si un parti politique doit faire des échéances électorales une préoccupation, il existe une autre temporalité politique, celle des mouvements sociaux. Le PS aurait beaucoup à gagner à considérer que les priorités sont plutôt dans la lutte contre le démantèlement de l'État social. Et les dynamiques qui naissent dans les mouvements sociaux sont les meilleurs moyens pour la

gauche de retrouver ses électeurs et de revenir au pouvoir.

**C.P. :** Nous assumons la nécessité d'une reconstruction du PS à la fois dans ses manières de faire et dans son projet politique. Mais les élections européennes sont le prochain grand rendez-vous démocratique. Si nous le perdons, on saura nous le dire. On sait bien, et on l'a vérifié à l'occasion du référendum de 2005, qu'il faut une réorientation des politiques européennes qui peuvent justement avoir un effet sur nos luttes nationales. Mais il est évident que sur cette route vers les élections de juin, il y a des arrêts essentiels. La question des libertés par exemple. Ce qui s'est passé sur l'audiovisuel public a largement montré la confiscation démocratique à l'œuvre. Le mouvement social est souvent en avance sur la gauche politique. Mais c'est aussi, parfois, notre rôle d'alerter. La bataille que nous avons menée au Parlement sur le droit d'amendement pourrait paraître, en ces temps de crise, subsidiaire ; elle renseigne pourtant énormément sur la nature d'un régime proche de Napoléon III.

**D.E. :** Lorsqu'un parti politique comme le PS décèle des dangers qui n'ont pas forcément donné lieu à un mouvement, c'est un acte démocratique sain.

Je ne nie pas le rôle des partis politiques. On ne peut pas leur demander de reprendre tout ce que clame un mouvement social. Un parti politique a son propre programme à élaborer, mais au contact des revendications portées par les mobilisations, les structures associatives, syndicales...

L'exemple du Traité constitutionnel européen est très parlant. Au lieu de s'invectiver entre partisans du oui et partisans du non, le PS aurait dû organiser de grandes réunions publiques avec des associations, des syndicats, des intellectuels, chercheurs, d'autres partis politiques de gauche, des citoyens. La gauche est plurielle. Il y a des gauches associatives, politiques, syndicales. Au lieu de lancer des invectives contre d'autres partis de gauche, comme l'a parfois fait le PS avec la LCR par exemple, mieux vaut se joindre à eux dans des luttes comme celle du 29 janvier. Pourquoi ne pas organiser des assises de la gauche ? Des gens qui ne se parlent plus ou plus assez recommenceront à dialoguer. Ça n'empêche pas les oppositions, mais la gauche doit retrouver une dynamique collective.

**C.P. :** L'existence d'une diversité de la gauche est indéniable. Et personne n'a le monopole du rapport avec les mouvements



sociaux. Aujourd'hui, nous voulons recréer des espaces de débat. La période sur le traité européen doit d'ailleurs nous servir pour avancer. Nous allons essayer de faire ce travail de réflexion commune à travers le laboratoire des idées. Seuls, les socialistes ne pourront éviter un deuxième mandat de Nicolas Sarkozy. Notre intérêt est de créer des passerelles entre les gauches, d'accompagner les mouvements sociaux, de respecter l'autonomie des uns et des autres.

**Justement si les partis politiques ont un rôle à tenir, quel est le rôle de la société civile ?**

**C.P. :** Elle a ce rôle d'alerte essentiel sur les fichiers de police, les libertés sur Internet, comme on l'a vu ces dernières années. Les partis politiques doivent déployer très largement leurs antennes pour ne pas laisser passer des atteintes graves aux principes de la République.

**D.E. :** Certaines associations, comme RESF ou le DAL (Droit au logement), soulèvent depuis longtemps des problèmes généraux. Ces associations ont un rôle d'alerte en effet, et aux partis politiques de s'emparer du problème, d'esquisser des solutions et de les mettre en pratique. Il faut aussi savoir écouter les salariés, comme ceux qui sont en grève dans des usines aujourd'hui. Il ne faut pas seulement se baser sur les rapports d'énarques.

**Il faut donc renforcer le lien entre les acteurs de la gauche sociale et de la gauche politique...**

**C.P. :** En tant que parti politique, notre responsabilité est non seulement d'être à l'écoute mais aussi de servir de relais et de porte-voix face à des situations sociales honteuses. Nous devons participer à des luttes sociales, mais aujourd'hui il faut rétablir un sens global à ces luttes. Nous devons développer une capacité programmatique. Il faut un travail en commun, d'écoute. Ce que nous attendons des associations, c'est un rôle d'alerte et de résistance, mais aussi un partage d'expérience. Elles peuvent, grâce à des expérimentations locales comme des réseaux de santé dans des quartiers abandonnés, nourrir notre programme.

**D.E. :** J'avais développé dans mon livre l'idée du « travail en commun ». Il ne s'agit pas, ni pour les partis politiques, ni pour les associations, les syndicats ou les intellectuels de se mettre au service des autres, de se taire en acceptant ce que les autres décident. Mais de partager des expériences dif-

férentes et des méthodes. Ensuite à chacun d'en tirer sa conclusion. Un parti comme le PS a les moyens d'organiser des rencontres. La confrontation d'idées plaît encore. Les gens viennent s'exprimer, surtout quand ils ont l'impression que ce qui a été dit est pris en considération. Des dynamiques se recréeront. « Le travail avec » semble être la démarche nécessaire pour recomposer la gauche sociale ou politique.

**C. P. :** Dans le laboratoire des idées, la démarche est très proche de ce que vous décrivez. Et ce que vous dites tord le cou à l'idée ambiante d'une dépolitisation. La société française, quand elle descend dans la rue sur les mots d'ordre du 29 janvier, n'est pas dépolitisée. C'est une société prête à retrouver des lieux de confrontation ou de discussion et pas seulement dans les moments d'élection. C'est un message qui devrait nous rendre optimiste.

**Propos recueillis par Fanny Costes**

(1) Didier Eribon a publié en 2007 *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française* (Éditions Leo Scheer).



**Christian Paul**

**Le PS doit créer des passerelles entre les gauches, d'accompagner les mouvements sociaux, de respecter l'autonomie des uns et des autres.**

# Les ministres à Davos, les socialistes à Belém

**Ce nouveau Forum social mondial était l'occasion d'un retour aux sources brésiliennes, huit ans après la première édition à Porto Alegre et l'émergence du mouvement altermondialiste sur la scène internationale. De nombreux socialistes étaient sur place, parmi lesquels Henri Weber, Kader Arif et Ségolène Royal, venus écouter et partager leurs idées.**

**D**ix ans après la mobilisation contre l'OMC à Seattle, date de naissance du mouvement altermondialiste, la crise annoncée s'est produite et la crise alimentaire en est l'expression la plus tragique. Aussi, aujourd'hui, les « alter » sont confrontés à la question de leur pérennité et de leur avenir. C'était la question cen-

trale de ce huitième Forum social mondial (FSM) – en 2008, il y avait eu des forums régionaux –, organisé du 27 janvier au 1<sup>er</sup> février, à Belém, au nord du Brésil. C'était aussi le premier forum de l'après-Bush. On a pu voir fleurir des autocollants « Lula, Obama, Chávez, ne restez pas sans rien faire face la crise ». Tout un symbole !

Plus de 130 000 personnes ont participé à cet événement. Les principaux dirigeants de la gauche sud-américaine comme l'Équatorien Rafael Correa, l'Argentine Cristina Kirchner, l'Uruguayen Tabaré Vazquez, Evo Morales le président de Bolivie, Hugo Chávez pour le Venezuela et, bien sûr, le Brésilien Lula, étaient présents. De là à voir



**Au deuxième plan, Henri Weber et Kader Arif, membres de la délégation socialiste présente à Belém.**

un débouché politique à l'altermondialisme... Car il s'agit désormais d'apporter des réponses à la crise et les solutions sont politiques. Mais quelle option retenir? Le bolivisme d'un Chávez ou le pragmatisme d'un Lula? Pas de choix net. Soucieux de son autonomie, l'altermondialisme est multiforme. L'extrême gauche y est minoritaire. Il y a des mouvements caritatifs d'inspiration chrétienne, les courants écologistes et syndicalistes, sans oublier bien sûr, les ONG. Et il doit survivre aux crises à l'instar de celle qui a brisé ATTAC en 2007.

### Diagnostic et thérapeutique

Les « alter » sont aussi attentifs aux réponses social-démocrates. Les socialistes français étaient présents au Forum des autorités locales avec Gilbert Roger, le maire de Bondy et d'autres élus de Seine-Saint-Denis. Au Forum « science et démocratie » avec Bertrand Monthebert, secrétaire national à l'enseignement supérieur et à la recherche. Et bien sûr au FSM lui-même sous la conduite d'Henri Weber, avec Kader Arif et Françoise Castex, tous trois députés européens, représentant aussi le PSE et le Forum progressiste mondial avec son président, Josep Borrell. À Belém, les socialistes ont participé à des débats sur les réponses que la social-démocratie peut apporter à la crise financière et aux moyens

d'inventer une mondialisation solidaire. Avant d'y parvenir, ce qui n'est pas en soi chose facile, il faut comme l'a dit Henri Weber, remporter la bataille de l'interprétation pour que le diagnostic qui s'impose soit celui de la gauche. Son analyse? Le système était en lui-même porteur des gènes de la maladie, quand la droite pense qu'il ne s'agit que « d'un furoncle sur un corps sain ». Ensuite, préconiser une thérapeutique car pour la social-démocratie notamment, la responsabilité politique ne consiste pas à annoncer les crises tel un oiseau de malheur, mais à y apporter des remèdes.

### Nouvelle donne

Avec la Confédération syndicale internationale (CSI) et le Forum progressiste global (GPF), d'autres débats sur le rôle d'un nouvel État providence avec Henri Weber et sur le travail décent avec Kader Arif ont été organisés. Pour Josep Borrell, « le Consensus de Washington » (mesures standard recommandées aux économies en difficulté par la banque mondiale ou le FMI, ndlr) a atteint ses limites et un nouveau paradigme s'impose d'urgence ». La crise financière a changé la donne. Aujourd'hui, elle menace les emplois et les foyers. Pendant que certains tiraient profit des revenus du capital, le travail de millions de personnes était sous-payé. La

notion de « travail décent » plaide pour un modèle où les pays en développement auront leur mot à dire et où les syndicats et la société civile seront écoutés. Il s'agit de promouvoir de nouvelles normes de travail qui englobent l'égalité dans l'accès à l'emploi, le salaire vital, la protection sociale, la non-exploitation et les droits syndicaux au cœur de la politique économique, commerciale, financière, sociale et de développement.

Comme l'a noté Kader Arif, « le moment est venu de repenser le rôle économique de l'État et les politiques sociales. Le moment de procéder à une révision drastique des impératifs économiques qui ont régi la mondialisation au cours des trente dernières années. La cohésion sociale à l'échelle mondiale devrait constituer l'un des piliers fondamentaux du nouvel ordre économique. Nous devons promouvoir l'ordre du jour mondial en faveur d'une intégration progressive de toutes les économies au sein du marché mondial et, dans le même temps, développer de nouveaux instruments de solidarité face aux inégalités croissantes et la détérioration des conditions d'emploi. »

Le Forum social mondial a donc été l'occasion de forger de nouveaux partenariats et de renforcer les alliances existantes en vue de l'établissement de l'agenda social mondial.

**Pierre Kanuty**

# « Un nouveau souffle pour les altermondialistes »



Député européen, **Henri Weber** était présent au Forum social mondial de Belém. Pour l'*Hebdo*, il livre ses impressions et son analyse de l'altermondialisme. Un mouvement qui, à ses yeux, ne manque pas d'avenir.

## On disait le mouvement altermondialiste sur le déclin, est-ce votre impression ?

Pas du tout ! Ce mouvement s'est formé il y a dix ans, contre le néo-libéralisme, alors triomphant. Il regroupe des centaines d'ONG, des milliers d'associations, mais aussi des syndicats et des élus. Chaque année, ces organisations se retrouvent dans un Forum social mondial pour faire entendre leurs voix face aux « maîtres du monde » rassemblés à Davos.

L'effondrement aujourd'hui de l'idéologie et des politiques néolibérales, donne à ce combat de nouvelles perspectives, et au mouvement altermondialiste, son second souffle.

## Quelles nouvelles perspectives ?

L'idée qu'il faut définir de nouvelles règles de fonctionne-

ment de l'économie mondiale et édifier les institutions internationales capables de les faire appliquer, a gagné beaucoup de terrain.

Les associations, syndicats et partis réunis à Belém pensent tous que les exigences du libre commerce doivent passer après le respect des droits élémentaires des travailleurs, la lutte contre le réchauffement climatique, l'accès de tous aux soins, à l'éducation, au logement ; le droit pour chaque peuple de défendre sa culture et ses créateurs... Chacun dans son domaine et à sa manière, lutte pour que la satisfaction des besoins humains passe avant les impératifs du profit.

## Définir des règles nouvelles, c'est bien. Encore faut-il pouvoir les faire respecter !

Pour cela, il faut s'en donner les moyens institutionnels : renforcer et démocratiser l'ONU et ses organisations internationales spécialisées (OIT, OMS, FAO, UNESCO,...), mais aussi le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC... créer une Organisation mondiale de l'Environnement

(OME) et un Conseil mondial du Développement durable, chargé de prévenir les crises.

Il faut aussi promouvoir l'intégration politique à l'échelle continentale, comme nous le faisons depuis 50 ans en Europe, et comme les latino-américains le font avec le Mercosur, qui élira ses députés en 2010. Cette bataille pour de nouvelles règles et de nouvelles institutions est déjà engagée, il faut l'amplifier.

## Quel bilan tirez-vous de ce forum ?

On y a vu la convergence des quatre grandes forces qui agissent pour une autre mondialisation : le mouvement altermondialiste, fort de ses milliers d'associations ; le mouvement syndical, qui défend le « travail décent » ; le mouvement écologiste qui lutte pour un développement durable ; la gauche politique, enfin, représentée à Belém par Lula, mais aussi par les délégations du PSE et du PS. Ces quatre composantes doivent conjuguer leur action pour sortir de la crise et promouvoir un autre modèle de développement.

**Propos recueillis par  
Garance Gordes**



**Kader Arif lors d'une conférence sur le travail décent, à Belém.**



## Union européenne Recul dans la lutte contre le changement climatique



D.R.

**L**e 28 janvier, la Commission européenne a présenté la position de l'UE pour la conférence de Copenhague. Prévue en décembre 2009, cette conférence doit déboucher sur un accord international organisant la suite du Protocole de Kyoto. Mais la Commission recule sur des points importants. Si elle rappelle l'obligation de limiter le réchauffement climatique à 2°C et la nécessité de financer les pays en développement pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre, elle supprime la somme de 28 milliards d'euros qui leur était initialement destinée. « L'Union européenne continue à s'en remettre davantage aux pays en développement qu'à ses propres efforts pour réduire ses émissions. Le rôle de leader international de l'UE dans la lutte contre le changement climatique s'érode un peu plus », déplorent les eurodéputés socialistes français.

## Le chiffre

Le 25 janvier dernier, quatre millions de Boliviens ont été appelés à se prononcer par référendum sur l'adoption d'une nouvelle Constitution. Avec un taux de participation de 90,2% (en Bolivie, le vote est obligatoire. Ne pas voter est passible de sanctions), les 61,67% de votes exprimés en faveur de la nouvelle Constitution confortent Evo Morales dans ses choix politiques et renforcent sa légitimité. Les citoyens se rendront à nouveau aux urnes le 6 décembre 2009 pour choisir, dans un contexte de forte dégradation du climat économique, leur Président et leurs représentants au Congrès.

# 61,67

## Afrique L'Union africaine renforcée

**L**e 1<sup>er</sup> février en Ethiopie, le sommet de l'Union africaine (UA) a abouti à la création d'une nouvelle Autorité de l'UA, instance exécutive chargée de préparer un gouvernement d'unité qui réunirait les 53 pays du continent. Elle entrerait en fonction en milieu d'année. Bénéficiant de prérogatives élargies, elle devrait pouvoir traiter de questions telles que la pauvreté, les maladies infectieuses, l'éducation, la gouvernance ou le droit. Pour certains, le but ultime est de créer les États-Unis d'Afrique.

## Islande Un nouveau gouvernement de centre-gauche

**E**n Islande, la crise a eu raison de la coalition de centre-droit au pouvoir. Un nouveau gouvernement a donc été investi avec à sa tête une femme, Johanna

Sigurdardottir. Une première dans le pays. Autre avancée, son équipe gouvernementale est aussi la première à respecter le principe de parité. Son gouvernement s'appuie sur une coalition réunissant l'Alliance sociale-démocrate et le parti Gauche-Verts. Il ne devrait rester en fonction que quelques mois, des élections anticipées, promises par la précédente équipe, étant fixées au 25 avril.

## Vatican Le Pape et le négationnisme

**U**ne absolution qui suscite émotion et indignation. Le Pape Benoît XVI a levé l'excommunication de quatre évêques intégristes, membres de la Fraternité Saint-Pie-X. Parmi eux, l'évêque britannique, exerçant aujourd'hui en Argentine, Richard Williamson, qui, le 22 janvier dernier, a nié l'Holocauste et l'existence de chambres à gaz. Le Pape s'est justifié en prétextant un geste de réconciliation.

*Page réalisée par Fanny Costes*



Biscuits  
HATUE

EPICERIE'S JULES  
D. CARABIN

PHOTOCOPIE  
NOIR  
&  
COULEUR



Coup de blues



**Depuis la mi-janvier, la Guadeloupe est paralysée. Ses habitants sont en grève pour protester contre le prix de l'essence et plus globalement, contre la vie chère. Mais il ne faut pas s'y tromper. La crise économique n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. En Guadeloupe, comme dans l'ensemble des DOM-TOM, le ressentiment envers l'État est palpable et la colère pourrait bientôt gronder. Ces territoires en ont assez d'être les grands oubliés de la France. Ils constituent pourtant un atout majeur pour le pays et une ouverture formidable sur le monde. Mais sur cela aussi, le gouvernement est aveugle.**

# ultramarin



# « Les outre-mer sont une force

**Les DOM-TOM. Les Français de la métropole en parlent au moment de leur départ en vacances. Et l'État s'y intéresse à l'occasion du vote du budget ou d'une épidémie de Chikungunya. Pourtant, ils sont l'image d'une diversité culturelle française qu'on aurait tort de mettre de côté. Pour **Dominique Wolton**, directeur de recherche au CNRS, ces territoires souffrent aujourd'hui d'un manque de reconnaissance alors qu'ils devraient être la force de la France dans la mondialisation.**

## *Dans quelle situation se trouvent aujourd'hui les DOM-TOM?*

Sur le plan matériel, les départements et territoires d'outre-mer se portent plutôt bien par rapport aux États alentour. Ils sont incontestablement plus riches que leurs voisins et le taux de chômage est souvent moins élevé.

Mais sur le plan de la reconnaissance et de l'intérêt qu'on porte à l'outre-mer, les choses ne changent pas beaucoup. C'est en bonne partie la responsabilité de la métropole. Les Français, et les élites au premier plan, s'intéressent peu aux outre-mer à cause d'une mauvaise conscience dépassée, issue de la période coloniale. On constate donc un manque de réflexion sur la possibilité d'une société multiculturelle qui aiderait à réaliser que les outre-mer sont une force pour la France dans le monde ; qu'être Français ce n'est pas être blanc. Cette diversité culturelle

est un atout pour la France. Pourtant, on ne valorise pas ces territoires, ni en termes économiques, ni en termes culturels.

Cependant, cette situation est aussi en partie de la responsabilité des outre-mer, de ses élus notamment qui, lorsqu'ils sont sur l'hexagone, ne cherchent que rarement à enrichir le débat. Outre les éternelles questions budgétaires, ils ne portent pas assez la voix et la culture des populations des DOM-TOM.

Au final, il y a en fait peu de relations entre la métropole et les outre-mer. Tout se fait de manière verticale par rapport à Paris. La France n'en profite pas pour avoir une sensibilité plus grande au reste du monde. Et un rayonnement bien plus prononcé. Résultat, la France se trouve dans une situation de handicap face aux questions pourtant essentielles de la diversité culturelle et d'immigration.

## *Ce manque de considération à l'égard des outre-mer participe-t-il du développement de sociétés identitaires ?*

Il y a de grandes différences entre l'océan Atlantique, Pacifique ou Indien. Mais il est certain que l'indifférence de l'État a tendance à nourrir les mouvements identitaires.

Plus on s'éloigne de la métropole, plus le sentiment d'appartenance à la France est compliqué. D'un point de vue économique et social, tous savent qu'il existe un fort intérêt à rester français. Mais sur le plan de la dignité, de la reconnaissance de l'identité, il y a très souvent un sentiment d'inégalité qui peut nourrir une forme de rancœur, voire une volonté d'accéder à l'indépendance vis-à-vis d'une nation qui ne reconnaît pas les siens.

Tous les grands pays aujourd'hui sont multiculturels. Pourquoi ne valorise-t-on pas ces territoires ? On réduit trop les outre-mer à des questions économiques et sociales. En oubliant qu'ils représentent une intelligence politique, une exigence culturelle et d'ouverture. De plus, nos ter-

« Cette diversité culturelle est un atout pour la France »



# pour la France



# dans le monde »

*Sociologue et directeur de recherche au CNRS, Dominique Wolton est sans doute plus connu pour ses travaux sur les médias et la communication que pour sa connaissance pointue des outre-mer. Membre du Haut conseil de la francophonie, de la Commission française de l'UNESCO, il a notamment publié, en 2006, **Demain la francophonie chez Flammarion.***

ritoires sont stratégiquement situés dans le monde, à proximité de tous les grands continents. Les DOM-TOM nous permettent de développer des sphères d'influence et d'échange. C'est une richesse oubliée.

***Vous dites que seuls les problèmes économiques et sociaux de l'outre-mer sont abordés. Mais les populations semblent bien souffrir davantage de la crise actuelle qu'en métropole ?***

Même s'il faut faire des différences, les économies de ces territoires dépendent beaucoup plus que les autres du contexte international. Le problème ne tient pas aux sommes accordées aux outre-mer par l'État. L'argent public est souvent distribué dans une logique artificielle de consommation, sans pour autant appuyer un développement économique autonome. On devrait profiter de la richesse humaine, technique, éducative et financière de nos DOM-TOM pour en faire des plateformes de développement des régions dans lesquelles elles se trou-

vent. Elles sont beaucoup trop repliées sur elles-mêmes. Dans ce cadre, il faudrait, par exemple, développer les liens entre le quai d'Orsay et le secrétariat d'État à l'Outre-mer. Ou encore financer l'implantation d'universités, de centres de recherche... Les DOM-TOM ont des connaissances à apporter. Il s'agit aussi de montrer un autre visage de la France. De promouvoir la fameuse diversité culturelle, défendue à l'UNESCO, le 21 octobre 2005. Il faudrait se servir de nos DOM-TOM comme de bases avancées de dialogue entre les cultures. La France est le seul pays à être aussi présent dans le monde, bien plus que les Britanniques. On devrait donc être aux avant-postes de la bataille pour la diversité culturelle et avoir une politique plus ouverte et plus tolérante vis-à-vis de l'immigration.

***L'immigration touche particulièrement les DOM-TOM. Et l'accueil des migrants y est parfois violent...***

Les outre-mer doivent en effet faire face à une immigration assez forte. Les pays voisins étant appauvris ou soumis à des troubles sociaux et politiques. Elles n'échappent donc pas aux réactions de rejet, voire de xénophobie. Mais c'est justement en développant sur place des économies réellement pensées, que l'on pourra transmettre des savoir-faire à leurs voisins, faciliter le dialogue et diminuer les flux migratoires. C'est parce qu'aucune coopération économique régionale n'a été développée pendant trente ans

que les tensions sont aussi fortes. Des liaisons aériennes rendent bien des services. Mais ça ne fait pas tout.

### **Aujourd'hui, on parle aussi des outre-mer pour leur biodiversité...**

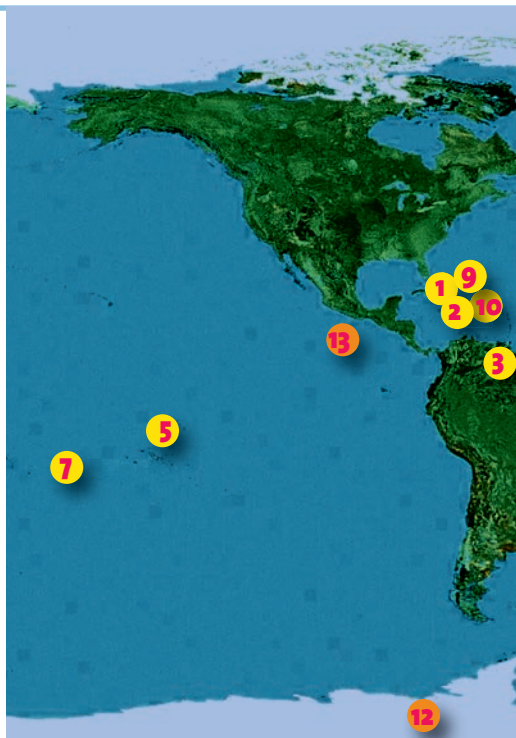
C'est proprement scandaleux. Redécouvrir les richesses des DOM-TOM justement par le biais de l'écologie et du développement durable est pervers. Le corail, les forêts, et autres richesses dont regorgent l'outre-mer, interpellent l'Hexagone, mais pas le sort des populations ! C'est quand même assez tordu de redécouvrir la qualité de nos DOM-TOM seulement pour les ressources naturelles. Il y a aussi les hommes et les cultures ! C'est un comportement significatif qui explique pour partie la force de certaines réactions à l'égard d'un pays considéré comme dominateur.

18

### **La politique d'identité nationale portée par Nicolas Sarkozy aggrave-t-elle cette situation de rivalité ?**

C'est incontestable. Ce n'était déjà pas brillant avant. La gauche porte une responsabilité importante dans la non valorisation des outre-mer elle aussi. Notamment, à cause d'un décalage complet entre le discours égalitaire, universaliste et humaniste et les actes. Mais la tension avec les territoires de l'outre-mer français a largement été accentuée par la droitisation de l'Europe depuis vingt ans, et l'idéologie nationale du chef de l'État. On l'a laissé développer une politique de l'immigration liée aux chiffres et non aux hommes, en portant une image

« Les DOM-TOM permettent de développer des sphères d'influence et d'échange »

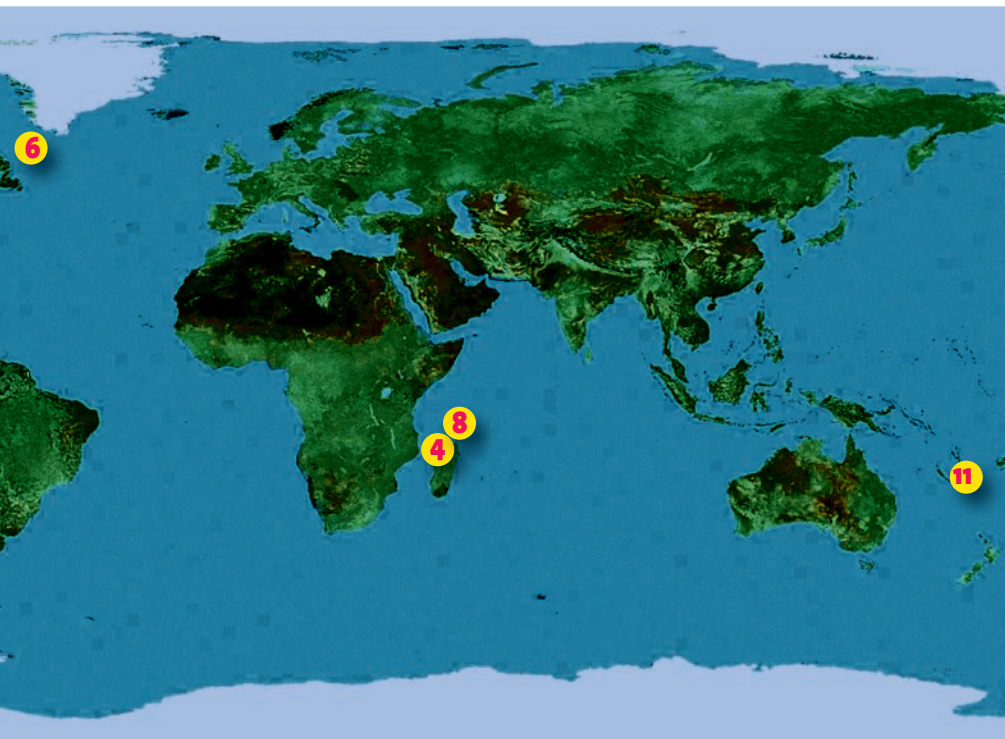


blanche de la France. Sur ce terrain idéologique, le PS doit se montrer beaucoup plus combatif.

### **L'école n'a-t-elle pas un rôle à jouer pour changer le regard sur l'outre-mer ?**

À l'évidence, le discours de l'outre-mer à l'école doit changer et être approfondi. Aujourd'hui, on parle à nos enfants d'exotisme, de bananiers. On évoque les Caraïbes, la Réunion ou la Polynésie pour les vacances d'hiver. Mais on ne les étudie jamais comme des lieux de culture et de civilisation. Ni pour comprendre les régions du monde où ils se trouvent. Nous ne savons pas, par exemple, que Wallis et Futuna sont constituées de trois monarchies traditionnelles : Uvéa (à Wallis), Alo et Sigave (à Futuna), dont les rois gouvernent avec des conseils élus et le représentant de l'État français. La moindre des choses est d'échanger avec ces territoires. Sans cela, il ne faut pas s'étonner du regain des mouvements indépendantistes, ni s'en plaindre.

**Propos recueillis par Fanny Costes**



**1. Guadeloupe** : capitale Basse-Terre, 405 500 habitants. **2. Martinique** : capitale Fort-de-France, 402 000 habitants **3. Guyane** : capitale Cayenne, 221 500 habitants **4. La Réunion** : capitale Saint-Denis, 802 000 habitants **5. Polynésie française** : capitale Papeete, 260 000 habitants **6. Saint-Pierre-et-Miquelon** : capitale Saint-Pierre, 6125 habitants **7. Wallis-et-Futuna** : capitale Mata-Utu, 13 500 habitants **8. Mayotte** : capitale Mamoudzou, 186 500 habitants **9. Saint-Martin** : capitale Marigot, 35 300 habitants **10. Saint-Barthélemy** : capitale Gustavia, 8450 habitants **11. Nouvelle-Calédonie** : capitale Nouméa, 244 400 habitants. **Territoires inhabités** : **12. TAAF** : composées des Iles Crozet, des Iles Eparses, des Iles Kerguelen, de Saint-Paul-et-Amsterdam et de la Terre Adélie. **13. Ile de Clipperton**

## La France d'outre-mer

**L**es Départements et Territoires d'outre-mer (DOM et TOM) représentent une population française hors de la métropole de 2 624 505 habitants, répartis sur 115 962 km<sup>2</sup>. Si l'appellation TOM perdure, elle a été supprimée de la Constitution en mars 2003. En réalité, ces territoires dispersés dans le monde entier ont des statuts très différents. La Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et la Réunion sont des départements et régions d'outre-mer (DOM-ROM) avec le même statut que les départements et régions de France métropolitaine. Il y a également les collectivités d'outre-mer qui relèvent de statuts très divers : la Polynésie française, Saint-

Pierre-et-Miquelon, Wallis-et-Futuna, Mayotte, Saint-Martin et Saint-Barthélemy. La Nouvelle-Calédonie constitue un ensemble à elle seule, dite collectivité *sui generis*. Enfin, des territoires peu connus : les Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) et l'île de Clipperton. Cette dernière est une propriété privée de l'État français qu'il peut librement administrer. Les outre-mer sont d'anciennes colonies françaises. Aujourd'hui, elles font l'objet d'une attention particulière dans le cadre des discussions sur le réchauffement climatique. Elles représentent en effet 80% de la biodiversité française.

**L'outre-mer permet à la France d'être présente sur tous les continents. La population des DOM-TOM s'élève à près de 2,5 millions de personnes. Pourtant, le désengagement de l'État dans ces régions s'accroît à une vitesse fulgurante et les autorités locales n'ont plus les moyens de dénouer des situations économiques et sociales complexes. Fonctionnaires et élus font le tour d'horizon de la situation et donnent des éléments de réponses pour sortir les territoires d'un isolement encore aggravé par la crise.**

## Guadeloupe

**Victorin Lurel, président de région**

**« La crise est la goutte d'eau qui fait déborder le vase »**



« La Guadeloupe est à 7 500 kilomètres de l'Hexagone. Comme pour tous les départements et territoires d'outre-mer, se pose le problème de l'éloignement, de l'insularité et du surcoût. Sur notre île, les revenus sont concentrés sur

quelques produits (canne à sucre, bananes, rhum, tourisme), et nous ne pouvons donc que constater l'insuffisante diversification de notre économie. De plus, l'île a de hauts risques cycloniques, volcaniques et sismiques, ce qui implique la mise en place de normes notamment parasismiques fort coûteuses.

Tous ces éléments engendrent un coût de la vie qui est plus élevé qu'en métropole. En 1952, avait été créée pour les fonctionnaires un « supplément de vie chère » s'élevant à 40% de revenu en plus. Aujourd'hui, un pack de lait coûte jusqu'à cinq fois plus cher qu'à Paris ! Et au-delà de tous ces éléments objectifs, la région Guadeloupe a été classée en 2004 par l'Observatoire du dialogue social comme la dernière région française en termes de lien social.

# DOM-TOM : à

La crise actuelle sur notre île était donc à prévoir. La crise économique est comme une goutte d'eau qui fait déborder le vase. La vie chère a fédéré la révolte et celle-ci est comparable à trois ou quatre Mai 68 ! Les manifestants répondent à des aspirations exacerbées par une politique calamiteuse du gouvernement et à un ministre qui braque tout le monde. Et pour cause : son arrivée douze jours après le début des événements n'est que la partie visible de l'iceberg !

Alors que les élus locaux ont modifié leur budget pour l'année 2009 pour se concentrer sur l'urgence de la situation, Nicolas Sarkozy envoie un émissaire censé calmer tout le monde avec la décision de l'avancement de la mise en place du RSA à juin prochain au lieu de 2011. Est-ce suffisant ? Le ministre annonce également l'exonération de charges patronales, mais depuis l'année 2000, les transferts vers les DOM se sont réduits de plus de 600 millions d'euros ! Comment peut-on encore parler d'égalité si cette situation n'est pas réellement prise au sérieux ? Nous attendons en tout cas des mesures fortes de pied ferme. »

## Mayotte

**André Dorso, ancien directeur général des services du conseil général**

**« Français à part entière ou entièrement à part ? »**



« Mayotte est spécifique par essence. Située dans l'Archipel des Comores, dans l'océan Indien, on y recense plus de 200 000 habitants. La région a un PIB cinq fois inférieur à la moyenne européenne, ce qui en fait le territoire national le plus pauvre. Pourtant, son PIB reste paradoxalement dix fois supérieur à celui de



# quand l'égalité territoriale ?



21

***Les habitants des DOM-TOM se sentent délaissés par un État qui se désengage de plus en plus.***

Madagascar, son voisin. On entend beaucoup dire que l'île vit entièrement des transferts de la métropole. Pourtant, rares sont ceux qui savent que seuls 6% de ces fonds concernent l'investissement, le reste servant à faire fonctionner l'administration. De plus, Mayotte ne bénéficie pas des fonds structurels européens mais d'une enveloppe à part, celle du fonds européen de développement, dont le montant - 22 millions d'euros sur cinq ans - est ridicule. C'est bel et bien un système d'aide similaire à celui des pays en voie de développement !

Il est donc évident que la crise économique mondiale aura des effets sur le peu d'investissements encore réalisés dans le secteur. Mais il y a

déjà des effets qui ont fortement marqué la population. Au printemps dernier, lors de la forte augmentation des prix, il a fallu mettre en place des systèmes de régulation, sinon le riz n'aurait plus été accessible pour la population alors que c'est la base de l'alimentation.

Il y a une formule ici qui dit : « Français à part entière ou entièrement à part ? » On peut se poser la question lorsqu'on sait que des urgences se profilent en matière de santé, d'éducation et d'aides sociales. Le système de soins, même pour les maladies les plus bénignes, n'est plus efficace. Il faudrait construire un collège et un lycée sur l'île, chaque année, pendant encore la moitié d'une décennie pour répondre aux besoins, et faire avancer une bonne fois pour toute l'administration pour imposer enfin des minima sociaux. On nous les promet pour 2013, il y a pourtant urgence. »

AFP

## Polynésie et Nouvelle-Calédonie

**Jean-François Merle, conseiller d'État, spécialiste des problématiques économiques du secteur**

### « Un niveau d'autonomie interne très élevé »



« La particularité de ces territoires est avant tout d'avoir un niveau d'autonomie interne très élevé. De ce fait, l'ensemble de leur politique économique et sociale dépend des autorités locales. La Polynésie est

composée de 5 archipels, eux-mêmes divisés en de très nombreuses îles. C'est donc un territoire morcelé où les liaisons entre les différentes communes sont des problématiques majeures de la vie locale. Leur principal atout est le tourisme, mais celui-ci est extrêmement dépendant du cours du dollar. Par conséquent, toutes les fluctuations connues ces derniers mois sont défavorables.

La Nouvelle-Calédonie se distingue, elle, par une île principale, la Grande Terre, puis 4 îles qui forment des provinces distinctes. La Nouvelle-Calédonie a deux ressources principales : le nickel (troisième réserve de nickel au monde) et le tourisme. Le nickel est utilisé notamment dans l'industrie automobile et les difficultés de ce secteur ont des répercussions sensibles sur le projet de construction de deux nouvelles usines sur le territoire.

La crise économique a donc au moins deux conséquences lourdes : une tentation de limiter les transferts de la métropole vers ces deux territoires, et une baisse du tourisme haut de gamme excessivement dépendant de la variation des monnaies. Pour faire face à cette situation économique, la métropole devrait guider un développement économique plus centré sur les ressources locales. Nous constatons le même phénomène qu'en Guadeloupe, où la vie est très chère selon un modèle économique trop européen qui ne s'appuie pas sur les richesses et le potentiel économique de la région. »



## Le 5<sup>e</sup> DOM

**George Pau-Langevin, députée de Paris**

### « 300 000 Antillais en métropole »



« On a commencé à utiliser l'expression « 5<sup>e</sup> DOM » lorsqu'on s'est rendu compte qu'il y avait autant d'Antillais en métropole, et notamment en région parisienne, qu'en Martinique, ce qui fait en tout plus de 300 000 personnes !

Durant très longtemps, cette population a vécu dans l'Hexagone en pensant qu'elle était de passage. Elle ne prenait pas pleinement part à la vie de la cité et vivait en étant quelque peu refermée sur elle-même. Il faut rappeler que c'est le pouvoir central qui, dans les années 60, cherchant de la main-d'œuvre française, a fait venir ces populations pour des missions de services publics dans les hôpitaux, les collectivités ou à la Poste et à la RATP. Pendant très longtemps, cette popula-



AFP PHOTO MARC LE CHELARD

***Manifestants dans les rues de Nouméa contre la réforme des sur-retraites lors de la visite du secrétaire d'Etat à l'Outre-Mer Yves Jégo, le 14 novembre 2008.***

tion a entretenu les nostalgies locales, avec pour grande spécificité de retourner périodiquement, tous les trois ans, « au pays ».

Les temps ont bien changé et aujourd'hui, les Antillais de la métropole sont très actifs, notamment dans la création de lien social. L'auteur Daniel Maximim a écrit : « L'enfant antillais est le cousin de tous les autres », et je peux vous assurer que cette idée de métissage se ressent sur le territoire !

Cependant, alors que les jeunes arrivants entraînent, il y a 40 ans, systématiquement dans l'emploi, ce n'est plus la cas pour leurs enfants, issus généralement de milieux populaires et qui vivent de plein fouet la discrimination sur le marché du travail. La crise actuelle complique encore la donne puisqu'il est difficile de rentrer au pays et que la situation dans les îles, notamment avec la spéculation immobilière rend la vie chère. »

## La Réunion

**Patrick Lebreton, député de la 4<sup>e</sup> circonscription de la Réunion**

### « Un climat à très hauts risques »



« La Réunion, à l'image de ma circonscription, est une île qui souffre d'inégalités territoriales criantes. L'essentiel de l'activité économique se concentre dans les zones urbaines au détriment de zones rurales qui s'enclavent de plus en plus avec le temps. Le taux de chômage touche d'ailleurs près de 50% de la population dans certaines de ces enclaves.

Bien que le tourisme et l'agriculture soient développés, nous connaissons une situation d'avant crise depuis déjà un certain temps. Le niveau de surendettement record, les exportations excessivement faibles et le taux d'importations important sont les témoins d'un climat à très hauts risques. Et la crise ne va qu'aggraver cette situation de détérioration sociale. Nous n'y sommes pas préparés, nous n'avons pas les anticorps pour !

Pendant que le gouvernement organise le désengagement de l'État commencé avec la loi Raffarin 2, les collectivités locales font ce qu'elles peuvent pour faire face à la situation. La baisse de contrats aidés ou encore les investissements métropolitains sont en net recul, et le plafonnement de la défiscalisation à 40 000 euros rompt un des moteurs de la création d'activités économiques.

Il n'y a pas de solution miracle, mais nous devons faire admettre à la métropole la problématique spécifique des DOM : l'enjeu réside dans notre développement économique industriel. Sous Jospin, ce message passait mais par la suite, les choses se sont détériorées. Il suffit d'étudier la répartition des fonds au titre des collectivités territoriales : la Corse bénéficie de transferts 30 fois plus importants que l'ensemble des DOM. »

***Propos recueillis par Ariane Vincent***

# Derrière la loi, le désengagement



**Claude Lise, sénateur de la Martinique revient sur la Loi pour le Développement Economique de l'Outre-Mer (LODEOM). Sans cesse repoussé, ce projet, qui devrait être discuté au**

**Sénat début mars, est loin de répondre aux attentes des Ultramarins. Il risque même d'aggraver la situation de ces territoires.**

## **Que contient la Loi pour le Développement Economique de l'Outre-Mer (LODEOM) ?**

On est loin de la grande loi qu'avait annoncée le président de la République.

Il comporte, certes, quelques mesures positives, mais pour l'essentiel, il vise à permettre à l'État de faire des économies. Ainsi le dispositif d'exonération de charges sociales patronales mis en place sous le gouvernement Jospin (dans le cadre de la loi d'orientation pour l'ou-

tre-mer) et amélioré sur certains points par la loi Girardin, va perdre de son efficacité. On y introduit, en effet, un système de dégressivité qui va pénaliser l'encadrement intermédiaire, celui qui manque le plus aux entreprises d'outre-mer. Mais cela va permettre, pour l'État, une économie de 138 millions d'euros !

La réforme du dispositif de défiscalisation que comporte le projet va également être très pénalisant pour le logement et du même coup pour le secteur BTP, mais va, lui aussi, permettre, de faire des économies.

## **Elle signe donc un net désengagement de l'État...**

Oui, et beaucoup plus que dans l'hexagone. Cela est perceptible, par exemple, dans la baisse régulière, depuis 2004, des budgets du ministère ou du secrétariat d'État à l'outre-mer. Ces budgets sont souvent, grâce à des artifices, présentés en hausse, mais cela ne résiste pas à une analyse quelque peu attentive. Ainsi, le budget

## Les ambitions socialistes

Rendre aux outre-mers la place qu'ils méritent dans la République, était l'objectif du plan Outre-mer des socialistes en 2007. Une série de mesures ont été définies pour y parvenir.

L'outre-mer doit être représentée en métropole. Les socialistes proposent une représentation réelle au sein du gouvernement, l'attribution d'un ministère plein en charge de l'outre-mer et non plus d'un seul secrétariat d'État, et un budget fixé à 1,6 milliard d'euros (contre 1 milliard actuellement). Contre les discriminations, les origines ultramarines seront défendues en métropole, avec le développement des

associations d'outre-mer qui verront leurs crédits quadrupler, des prix plafonds pour la desserte aérienne seront également instaurés. Contrairement au gouvernement actuel, les socialistes ne considèrent pas l'outre-mer uniquement comme une destination touristique. Il s'agit de véritables territoires avec des identités à valoriser. Les langues locales doivent être reconnues et enseignées. Alors que le gouvernement souhaitait amputer le budget de RFO de sa publicité, le PS propose de sanctuariser le budget de production de la chaîne à 20 millions d'euros. Un plan d'investissements qui

concernera le réseau routier (Saint-Pierre et Miquelon), les écoles (Guyane et Mayotte), les hôpitaux et l'agriculture est également au programme. Le logement est un point de tension en outre-mer, aussi la ligne budgétaire pour le logement social, amputée des deux tiers par la droite, devra-t-elle être rétablie. L'objectif étant d'éradiquer l'habitat insalubre en dix ans. Alors que la droite file vers un désengagement de l'État, les socialistes proposent des modernisations sur mesure des institutions et la création de 3 circonscriptions pour les européennes de manière à assurer un député par zone géographique.





AFP

25

2009 est supposé augmenter de 16%. En réalité, il n'augmente, à périmètre constant, et une fois déduits 144 millions qui correspondent en fait à une dette de l'État à l'égard de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, que de 0,3% !

Mais le désengagement de l'État se traduit surtout par la situation de plus en plus dégradée des finances des collectivités territoriales d'outre-mer. L'État compense encore plus mal que dans l'Hexagone les compétences transférées à ces collectivités.

C'est tout particulièrement vrai pour les DOM en ce qui concerne le RMI : les dettes de l'État à l'égard des conseils généraux vont de 30 millions d'euros pour le conseil général de la Martinique à plus de 150 millions pour le conseil général de la Réunion. Concernant la LODEOM, l'heure est donc plutôt à la déception.

## **Qu'en est-il des « niches fiscales » et du fonds exceptionnel d'investissement ?**

En ce qui concerne la défiscalisation des investissements outre-mer, il est à craindre que cette réforme, opérée précipitamment et sans évaluation suffisante, n'altère par trop, pour les investis-

**RMI : les dettes de l'État vont de 30 millions d'euros pour le conseil général de la Martinique à 150 millions pour le conseil général de la Réunion.**

seurs, l'attractivité d'un dispositif d'aide à l'investissement dont le besoin est reconnu. En effet, le niveau de plafonnement prévu risque de rendre beaucoup moins attractifs les investissements en outre-mer. Il faut bien comprendre que la défiscalisation outre-mer n'est pas un avantage indu mais un outil indispensable à l'investissement, au développement et à l'emploi dans des territoires structurellement sous-capitalisés.

En ce qui concerne le fonds exceptionnel d'investissement, il est présenté comme devant soutenir la dynamique de développement des infrastructures et des équipements déterminants pour le développement. Mais, même en tenant compte de la décision d'augmenter sa dotation de 73 millions d'euros pour tout l'outre-mer, en autorisations d'engagement, alors qu'initialement elle n'était que de 40 millions (et 16 seulement en crédits de paiement), cette somme n'est absolument pas à la hauteur des besoins réels.

**Propos recueillis par Stéphanie Platat**

# « Dénoncer, proposer, agir »

**Dimanche 1<sup>er</sup> février, les secrétaires de section du Parti socialiste étaient conviés à un grand rassemblement à la Mutualité, à Paris. Plus de 2 000 personnes s'étaient déplacées. À cette occasion, **Martine Aubry**, la Première secrétaire du PS a rappelé les objectifs du parti : travailler à sa rénovation et à son projet, préparer les élections européennes et inventer un nouveau modèle de société. Extraits.**

## Secrétaires de section : les émissaires du plan de relance socialiste

Ils viennent des quatre coins de la France, s'appellent **Anisse, Benjamin, Annie**, ou encore **Dominique** et sont secrétaires de section. Tous étaient présents lors du grand rassemblement du 1<sup>er</sup> février. Au plus près du terrain, ces animateurs de la vie militante racontent l'étendue croissante de la crise sur leur territoire, leur présence auprès des plus touchés et évoquent leur stratégie pour faire connaître le contre-plan de relance des socialistes. Témoignages.



**BENJAMIN MATHÉAUD, ALÈS (GARD) :**

**« LA CANTINE AUGMENTE DE 7,5 % »**

« Alès est le premier bassin industriel de la région, et les effets dévastateurs de la crise ne se sont pas fait attendre.

Par exemple, pour la première fois depuis sa création, il y a trente ans, SNR, une société

de roulement à bille de haute technologie, est obligée de mettre ses ouvriers au chômage technique.

Face à cette situation, les autorités locales, de droite, n'agissent pas, bien au contraire. La mairie s'apprête à augmenter de 7,5 % les repas à la cantine, et les loyers des logements sociaux augmenteront eux aussi de 2,3 % cette année.

C'est surréaliste et irresponsable. Nous partons donc à la rencontre des citoyens, notre contre-plan de relance sous le bras, et nous leur expliquons notamment que toutes ces hausses des prestations publiques ne sont pas obligatoires et qu'il est aujourd'hui nécessaire d'agir vraiment contre la crise. »

« Je voudrais dire un mot de la tempête qui a secoué le sud-ouest de la France et beaucoup de nos camarades qui sont ici ont été jour et nuit, en tant qu'élus, sur le terrain auprès de nos concitoyens. Nous avons vu dès le lendemain le président de la République et toute une myriade de ministres devant les caméras, mais malheureusement sans moyens pour lutter contre les dégâts. Nous avons vu, n'en déplaise à Xavier Bertrand, des fonctionnaires, des agents publics, jour et nuit, y compris le jour de la grève avec un brassard noir pour bien dire qu'ils étaient en grève pour défendre le service public et défendre le pouvoir d'achat, travailler pour les Français.

Le deuxième événement lourd que vit actuellement notre pays, c'est la situation en Guadeloupe. La Guadeloupe, ce département qui est un concentré des problèmes de notre pays, un concentré des inégalités, un concentré des atouts de la France qu'on ne sait pas développer. Et quand aujourd'hui ce collectif, unissant toutes les forces progres-

sistes, dit : « Nous ne pouvons plus vivre ainsi, nous voulons des décisions contre la vie chère, nous voulons augmenter les salaires, nous voulons le gel des loyers, nous voulons des conditions pour notre développement », comme nous le demandons avec eux, et comme nos camarades, Victorin Lurel, président de la Région et notre camarade président du Conseil général l'ont eux-mêmes montré en apportant 54 millions d'euros à leur soutien, nous demandons à l'État d'agir. Nous ne voulons pas seulement d'un ministre, d'un secrétaire d'État qui arrive pour dire de belles promesses, nous voulons des moyens.



**BENJAMIN GUICHARD,  
BRESSE-REVEMONT (JURA) :**  
**« BAISSONS LA TVA »**

« Les sous-traitants automobiles, l'usine de jouets Smoby, partout dans la région Franche-Comté, les plans de licenciements se multiplient et la préoccupation de la population est palpable. Auparavant, les socialistes n'étaient pas mal accueillis, mais nous engendrions moins de réactions. Aujourd'hui, les salariés se réveillent et se tournent vers nous. Beaucoup viennent nous voir et nous demandent ce que le PS propose. Avant tout, nous décrivons l'analyse que nous faisons de cette crise, puis j'insiste sur la consommation, en me concentrant sur l'augmentation du Smic et sur la baisse de la TVA. Et quand j'entends les représentants du gouvernement expliquer que la baisse de cette taxe injuste n'aurait pour conséquence que de favoriser la consommation de produits importés, j'enrage. Sont-ils assez aveugles pour ne pas voir que bon nombre de salariés n'ont plus assez d'argent pour s'acheter des produits de première nécessité ? Non, ceux-là ne pourraient pas s'offrir un écran plat ! »





**HENRI POUPON,  
PAYS DE FAYENCE (VAR) :**  
« **UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT** »

« C'est bien simple : la crise accentue tous les problèmes que nous avons déjà. Le pays de Fayence est un regroupement de 8 communes de l'arrière-pays niçois, et ici,

on préfère imaginer des golfs que des mesures sociales ! Il ne faut donc être ni pauvre, ni vieux, ni malade. Les transports publics sont quasiment inexistantes, la solidarité ne prévaut pas et rien n'est fait en faveur de ceux qui ne peuvent se déplacer, payer leur essence pour aller faire leurs courses. D'ailleurs, ceux qui n'ont pas de voiture sont foutus. Nous insistons donc, lors de nos rencontres avec les habitants, sur la nécessité de recréer du lien social, notamment par le biais des transports publics. S'agissant du pouvoir d'achat, nous rappelons là encore l'intérêt du chèque transport. Les retours que nous avons sont très intéressants car nous marquons notre volonté de changement, et ça, beaucoup le ressentent. »

Depuis deux mois, je crois que nous disons tous la même chose : nous sommes un parti de gouvernement. Nous sommes un parti de responsabilité. Mais nous sommes un parti de gauche. Aussi, nous dénonçons les injustices, c'est le cœur même de l'engagement de chacun d'entre vous, c'est cela qui nous fait être aujourd'hui dans le principal parti de gauche de notre pays. Et puis nous agissons parce que, n'en déplaise au Président, et nous savons qu'il nous prépare quelques mauvais coups, nous sommes aux responsabilités dans la quasi-totalité des Régions, dans la majorité des départements et dans beaucoup de villes. Et là où nous sommes, nous agissons justement pour mettre en pratique nos valeurs.

Voilà simplement ce que nous





devons faire dans tous les domaines qui aujourd'hui portent atteinte à notre République et à notre démocratie, dénoncer, proposer et agir.

Et c'est ce que nous avons commencé à faire face à cette crise économique et sociale qui nous a imposé dans l'urgence de dire : Non, il n'y a pas aujourd'hui de plan de relance en France parce que le président de la République ne reconnaît pas la réalité de la crise dans laquelle nous sommes inscrits.

Nous, nous savons que ce système marche sur la tête et nous savons qu'il ne suffira pas de quelques mesures, mais qu'il faudra repenser un autre modèle de société qui remet l'économie devant le financier, qui donne l'accès au droit à tous, qui surtout prévoit, organise une autre répartition des richesses chez nous, mais aussi dans le monde et qui soit capable de préparer un avenir durable. Et ce projet-là, nous le porterons avec l'Europe pour essayer de le porter ailleurs dans le monde. C'est le travail des socialistes dans les deux ans qui viennent. Alors, c'est vrai qu'à très court terme, il fallait réagir. La France est le seul pays à ne pas avoir réellement de plan de relance. Et je le dis très solennellement au président de la République : le plus dur de la crise est sans doute devant nous, il est encore temps pour prendre des mesures. Nous avons préparé un plan et nous avons besoin



**CHAIÑEZE KABOUYA,  
VENISSIEUX (RHÔNE) :**

**« INTENSIFIER LES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC »**

« À Vénissieux, les services sociaux voient une affluence record depuis le début de l'année 2009. Les demandes d'aides ne cessent de se multiplier, en particulier concernant

le logement. Je ne vais pas vous mentir, après le congrès, les socialistes n'étaient pas forcément bien perçus. Pendant quelques semaines, nous avions du mal à entrer en contact. Mais depuis notre campagne contre le travail dominical, puis notre appel à la grève le 29 janvier dernier, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de mobilisation. Avec le contre-plan de relance, nous espérons pouvoir illustrer concrètement notre projet pour une société plus juste. Nous devons dire haut et fort que nous ne pouvons plus autoriser les licenciements boursiers. Nous devons reparler de la répartition entre le capital et le travail. Et revenir une bonne fois pour toutes sur le terrain de l'éducation. Ici, on nous supprime la moitié de nos postes de Rased, au moment où nous devrions collectivement intensifier les missions de service public. »

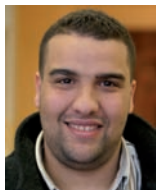
29



**ANNIE LAFFIN,  
SALLANCHES  
(HAUTE-SAVOIE) :**

**« LES BANQUES NE PRÊTENT PLUS »**

« Presque l'intégralité des entreprises de notre vallée sous-traient des petites pièces pour les constructeurs automobiles. Ici, en Haute-Savoie, nous étions jusqu'à très récemment, à un taux de chômage de 5 %, mais les difficultés s'annoncent avec des fermetures d'usines et des mesures de chômage technique. Les gens sont de plus en plus soucieux et savent bien que le tourisme ne suffira pas à faire vivre la région. Pour faire connaître le contre-plan de relance, nous avons déjà fixé la date du 27 février prochain pour un grand débat contradictoire avec des personnalités de droite, et nous comptons bien revenir sur le terrain des banques. Ce qu'a fait Nicolas Sarkozy ne sert à rien : les banques ne prêtent pas aux PME et il devient urgent de réagir. »



**ANNISSE CHAGRAOUI,  
NOTRE-DAME-DE-GRAVENCHON  
(SEINE-MARITIME) :**

**« DES SOLUTIONS CONCRÈTES ET PROBANTES »**

« Avec la baisse de l'activité économique que connaissent les équipementiers de notre département, nous nous devons d'être

d'abord à l'écoute, et ensuite proposer des solutions concrètes et probantes pour atténuer les conséquences de ce fléau économique. Les 500 euros du contre-plan de relance sont un bel exemple de cette volonté des socialistes d'être dans le concret, et de renforcer urgemment et directement le pouvoir d'achat des Français. Mais attention, nous ne faisons pas de langue de bois. Lorsque nous présentons le contre-plan, nous expliquons bien à nos interlocuteurs que ces propositions sont des outils politiques, un moyen pour l'opposition d'inciter le gouvernement à prendre en compte les attentes de la population. »



**ANNAÏG COTTONNE,  
SAINT-NAZAIRE (LOIRE-ATLANTIQUE) :**

**« UN MESSAGE SOCIALISTE EUROPÉEN »**

« Les chantiers de l'Atlantique, c'est toute notre histoire. Il y a plus de 5 000 ouvriers qui y travaillent et nous n'avons aucune visibilité après le mois d'avril. Le sort de

cette industrie est bel et bien géré par la politique industrielle européenne et c'est pour cela que nous orientons notre discours vers le message socialiste européen.

Les gens viennent d'ailleurs nous trouver. Ils comprennent les enjeux et attendent de pied ferme le début de la campagne des élections européennes de juin prochain. D'ailleurs, beaucoup ne comprennent pas que seule la France ne relance pas directement la consommation, là où Merkel et Zapatero réussissent à débloquent des primes et des exonérations d'impôts pour ceux qui souffrent. Même la Grande-Bretagne a baissé sa TVA ! Voilà le message que nous portons, et nous espérons bien être entendu ! »

aujourd'hui de le présenter aux Français, pas seulement pour leur dire : « Nous, les socialistes, nous avons des réponses, nous sommes prêts à en débattre avec le gouvernement », mais aussi pour leur dire : « La France a des atouts que Nicolas Sarkozy gâche aujourd'hui, il y a des espoirs à avoir. »

Il nous faut aussi porter l'autre grand chantier, la rénovation de notre parti, que j'ai confiée à Arnaud Montebourg. Et cela fait le lien avec le sujet majeur d'ici juin : les élections européennes. La rénovation va commencer avec les élections européennes ! Nous allons proposer des règles de non-cumul, des règles de renouvellement, des règles sur la parité et sur la diversité. C'est cela aussi la politique, et la crédibilité de la politique telle que nous voulons la porter.

Mais l'essentiel, sur l'Europe, c'est le projet. Il n'y a que des Européens au Parti socialiste, et il n'y a pas de projet de gauche sans projet sur l'Europe. C'est encore plus vrai aujourd'hui que ça ne l'était avant la crise financière, et ça l'est encore plus aujourd'hui, où les États-Unis ont élu Obama, et où des contacts commencent avec la Russie de Poutine ou de celui qui le remplacera, vu ce qui se passe aujourd'hui.

Nous devons être capables de porter, avec nos camarades socialistes et socio-démocrates européens, un projet commun. Ce projet a déjà été

adopté à Madrid le 1<sup>er</sup> décembre, par les 33 pays à l'unanimité. Nous demandons une Europe qui met l'euro au service de la croissance et de l'emploi, une Europe surtout qui pense d'abord aux hommes et aux femmes qui la composent, qui prévoit un salaire minimal, propose une directive générale sur les services publics, la clause sociale pour qu'aucun pays n'abaisse sa législation au regard de la législation européenne.

Ce manifeste est la base de l'engagement que nous porterons. Mais nous travaillons actuellement avec tous nos camarades pour faire un projet qui soit le projet des socialistes français s'appuyant sur ce manifeste européen, pour dire clairement aux Français : sans l'Europe, nous ne pourrions pas nous-mêmes porter le nouveau modèle de société. Tout le Parti socialiste sera avec les socialistes et les socio-démocrates européens pour gagner ce Parlement, pour porter un candidat à la place de Barroso, car Barroso, Berlusconi, Sarkozy, ce n'est pas notre Europe ! Vous avez été très réactifs

dans tout ce qui a été porté par nous tous. Vous avez fait des propositions, vous allez nous en faire encore. C'est cela, le Parti socialiste dans sa vitalité, son énergie, mais aussi sa force d'engagement. Je n'ai donc plus qu'une chose à vous dire. Merci. Et tout simplement, bon courage, parce qu'on a beaucoup de travail, mais vous êtes là, donc je sais qu'on va y arriver. » ■



**DOMINIQUE NEUMANN,  
MORLAËS, PYRÉNÉES-ATLANTIQUES :  
« RECRÉONS DU LIEN SOCIAL »**

« Les entreprises ferment les unes après les autres, puisque les gens consomment moins. Et dans tout ça, on parle très peu des familles monoparentales qui ne savent plus comment faire pour résoudre des équations impossibles. J'ai reçu, dans ma section, de nombreux témoignages de femmes seules, récemment licenciées, qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Entre la garde des enfants, le temps passé à demander de l'aide aux services sociaux, la situation est critique. Alors nous nous mobilisons, nous créons du lien social, et argumentons sur l'intérêt de s'investir pour ne pas rester isolé. Quand j'entends Nicolas Sarkozy expliquer que la relance passera par l'investissement, je suis à peu près sûre qu'on ne rencontre pas les mêmes situations. Les socialistes, avec leur contre-plan, sont visibles et unis. Profitons-en ! »

*Propos des secrétaires de section recueillis par Ariane Vincent*



## Les grands rendez-vous du Parti socialiste

**Juin 2009 :** Élections européennes. Seront édictées à cette occasion des règles de non-cumul et portant sur la diversité, la parité et le renouvellement, avec une charte soumise aux candidats.

**Fin 2009 :** Convention sur l'industrie animée par Pierre Moscovici.

**Dans les deux ans à venir :** Convention du projet qui doit voir le jour début 2011.

# Le PS, solidaire de RESF

**Le Parti socialiste vient d'apporter sa signature à l'appel fondateur du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF). Ce soutien concrétise la volonté de la nouvelle direction de réinvestir le mouvement social. Et de marcher dans les pas de nombreux élus qui parrainent le réseau depuis longtemps déjà.**

**E**nseignants, humanitaires, parents d'élèves... Ils sont nombreux, ce 26 juin 2004, à se retrouver à la Bourse du Travail pour officialiser la création du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF). Un collectif qui soutient les élèves sans-papiers et leur famille dans leur démarche de régularisation. « Des élèves que rien n'aurait distingué de leurs camarades si leur vie n'avait été gâchée depuis leur majorité par le refus des autorités de leur accorder un titre de séjour », résume Richard Moyon, porte-parole de RESF. Depuis, la mobilisation de plusieurs centaines d'anonymes,

les relais qu'ils savent trouver auprès des élus, l'écho que les médias donnent à leur action ont permis d'arracher beaucoup de ces jeunes à la clandestinité et d'éviter de nombreuses expulsions. « Pour quelques cas résolus, des milliers d'autres subissent le drame de la privation du droit à une existence décente, l'obsession de l'interpellation, la peur d'une expulsion dans des conditions souvent honteuses », rappelle toutefois Richard Moyon.

## Parrainages

Cet élan de solidarité se traduit par la multiplication de

parrainages dans les mairies, les conseils généraux et régionaux, parfois même à l'Assemblée ou au Sénat. « Ce n'est pas une garantie tous risques. Certaines personnes ont pu être parrainées avant d'être expulsées. » En novembre 2008, plusieurs dizaines de sans-papiers ont occupé l'église Saint-Paul de Nanterre, dans les Hauts-de-Seine, pour réclamer leur régularisation, avec le soutien de Pascal Buchet, maire (PS) de Fontenay-aux-Roses, qui vient tout juste d'obtenir la régularisation de son filleul. « Depuis plusieurs années déjà, nous menons des actions en direction des sans-papiers, rappelle l'élue. À Fontenay, nous défendons la cause des familles dont les enfants sont scolarisés ou en crèche. Cette action est menée au cas par cas et nous nous dépensons sans compter auprès de la préfecture pour empêcher les arrestations aléatoires. Ce qui nous permet, neuf fois sur dix, de trouver une solution aux difficultés qui se présentent à nous. »

## Régularisations

Après les événements survenus à l'église Saint-Paul, l'élue socialiste obtient la régularisation d'une quarantaine de personnes. Et décide de passer à l'acte en parrainant un sans-papier du collectif. « Nous n'en sommes pas à

## La Haute-Garonne aux avant-postes

**D**epuis quatre ans, en Haute-Garonne, RESF et les collectifs d'établissements s'activent de façon exemplaire pour défendre le droit des sans-papiers. Le 16 janvier, au Bijou, un bar de Toulouse, plusieurs élus socialistes se sont retrouvés pour parrainer des familles menacées d'expulsion. « Dès 2004, le département a entrepris un gros travail de sensibilisation auprès de la Cimade, une association qui vient en aide aux migrants », note Martine Martinel, députée de Haute-Garonne et conseillère générale. L'exil subi est un déchirement et le parrainage souvent indispensable pour fournir une réponse à la détresse des familles. « Je ne me résous pas à considérer des personnes qui vivent parmi nous, dont les enfants vont à l'école, comme des coupables », ajoute la parlementaire qui se dit prête à retraverser les manches pour poursuivre, sur le terrain, l'action menée auprès de RESF. Loin de la politique du chiffre, hypocrite et inhumaine que le gouvernement met en œuvre.

**B.T.**



# La preuve *par l'exemple*

## Le sport pour tous à Canteleu

**L**e premier circuit sportif adapté aux personnes malvoyantes et à mobilité réduite est désormais opérationnel. L'initiative revient à la municipalité de Canteleu, en Seine-Maritime, et l'Office national des forêts, avec le concours financier de l'agglomération rouennaise.

Tout commence en 2004, avec la signature par le député-maire, Christophe Bouillon, et la Coordination Handicap Normandie, d'une charte Ville Handicap visant à améliorer le cadre de vie des habitants. Point d'orgue de cette politique : l'aménagement du parcours sportif Ben Harrati, en hommage à un jeune athlète handisport de la région, disparu prématurément. La première installation de France, en termes d'accessibilité pour les malvoyants. Au cœur de la forêt domaniale, une boucle de 900 mètres du parcours existant (2,125 km en tout) est ainsi réaménagée pour permettre aux non valides d'accéder à cet équipement public. Le projet consiste, dans un premier

temps, à revêtir de grave ciment l'ensemble du circuit pour stabiliser le sol. Nids de poule et pentes trop fortes ou irrégulières sont ainsi supprimés au profit d'un espace sécurisé. Un fil d'Ariane agrèment également le par-

cours, longeant les aires d'évolution et conduisant aux panneaux de consignes installés tout près des agrès.

Un guidage au sol par bandes cannelées permet de relier ledit fil à l'entrée de l'agrès. Réalisées en relief sur une plaque stratifiée, les consignes d'utilisation des équipements sont disposées sur une borne inclinée d'une hauteur de 1,20 mètre pour en faciliter l'accès. Trois autres panneaux de consignes, écrits en relief, un plan détaillé du parcours et de ce qu'on y trouve est à la disposition des usagers, valides ou non.



**Malgré les parrainages d'élus, de trop nombreux sans-papier sont encore menacés d'expulsion.**

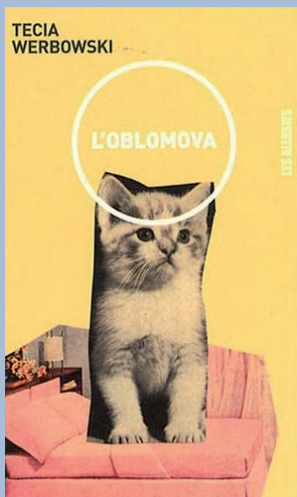
notre coup d'essai, prévient-il. Il y a quatre ans, la mairie a organisé une cérémonie de parrainage qui faisait suite à la mission de médiation que nous nous efforçons d'assumer avec les services de l'État. » Manière, pour l'intéressé, de dénoncer les « objectifs quantitatifs » du ministère de l'Immigration. « Au-delà des actions que nous menons, il nous faut trouver des solutions aux côtés de RESF pour faire valoir les droits des familles et nous opposer à l'arrestation de personnes dont les enfants sont pleinement intégrés dans nos établissements scolaires », conclut-il.

**Bruno Tranchant**



**Un parcours réaménagé pour permettre aux non-valides de pratiquer une activité physique en sécurité.**

## LIVRES



## ■ 34 Délices de la paresse, dangers de l'isolement

**U**ne veuve de 59 ans vit au Canada, avec deux chats sur lesquels elle reporte, sans misérabilisme, son désir de contacts. Son mari lui a légué un patrimoine, mais une clause du testament précise que, pour en jouir, elle doit travailler, au moins à temps partiel.

Lassée par un petit emploi, elle réussit astucieusement à s'en débarrasser. Elle chasse avec désinvolture un étudiant locataire. Elle abandonne sur le bord de la route un homme qui cherche à la séduire.

La narratrice décline au féminin Oblomov, le personnage de Gontcharov. On se demande jusqu'où elle ira dans ce rejet du jeu social qui lui apparaît comme une comédie à laquelle notre existence ne saurait se réduire. Mais, en se retirant de

manèges souvent dérisoires, l'individu risque à tout moment de s'anéantir pour de bon.

La traduction de ce bijou de 40 pages (paru chez Actes Sud en 2002) n'altère jamais la perfection du récit. **J.G.**

Tecia Werbowska, *L'Oblomova*, traduit du polonais par Elisabeth Van Wilder, Les Allusifs, 56 pages, 10 euros.

## Et maintenant ?

**I**l faudra bien s'y faire : la crise qui vient de frapper de plein fouet la planète « finances » a produit des dommages irréparables sur notre vieux monde et marque l'effondrement du libéralisme et de la dérégulation. Ne reste plus, au final, qu'un vaste territoire en feu que Mathieu Pigasse, vice-président de la banque Lazard, et Gilles Finkelstein, directeur général de la Fondation Jean-Jaurès, stigmatisent, au prix d'une analyse fine des facteurs qui ont déclenché l'abîme dans

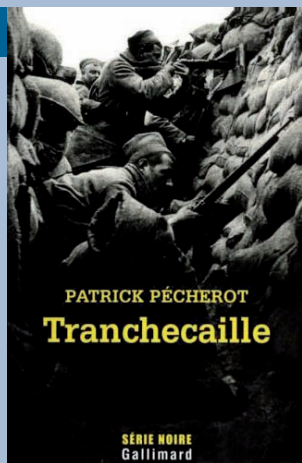
lequel nous nous retrouvons. Les deux auteurs s'y livrent surtout à une critique radicale de la maladie de l'endettement, coupable, à leurs yeux, de multiples dysfonctionnements aux effets pervers. Ils tentent, enfin, de manière particulièrement convaincante, de tirer les leçons d'une situation dont les retombées sur les équilibres économiques et politiques internationaux n'ont pas fini de se faire sentir. Sans doute ce qui s'est fait de plus sérieux sur le sujet. Indispensable pour saisir les clés d'un modèle social qui reste à inventer. **B.T.**

Mathieu Pigasse, Gilles Finkelstein, *Le monde d'après. Une crise sans précédent*, Plon, Tribune libre, 2009, 231 pages, 19,90 euros.

## Un polar dans les tranchées

**A** isne, printemps 1917, l'offensive du Général Nivelle sur le Chemin des Dames s'est achevée dans le sang. Des régiments entiers décimés, quarante mille morts en quinze jours, des centaines de milliers de blessés et des hommes qui, n'en pouvant plus de mourir pour quelques dizaines de mètres de terrain, mettent la crosse en l'air. Au cours d'une accalmie, dans un cratère d'obus, des brancardiers relèvent le cadavre d'un lieutenant. Ce dernier a reçu un coup de baïonnette dans le dos, clairement porté par un Français. Assez rapidement,





un suspect est trouvé en la personne du soldat Jonas, parti rejoindre un groupe de mutins. Un coupable idéal pour un état-major pressé de faire des exemples. Pourtant, le capitaine Duparc, chargé de sa défense, remue ciel et terre pour découvrir la réalité. Un roman prenant, une écriture énergique et une reconstitution précise bien que non conformiste de la vie dans les tranchées de la Grande guerre.

**C.S.**

Patrick Pécherot, *Tranchecaille*, Gallimard, Série noire, 2008, 17,50 euros.

## François Mitterrand, un homme face à la mort

Une véritable pépite. Léo Pitte publie un ouvrage fascinant, en forme de journal intime, sur la longue maladie de François Mitterrand. En filigrane, les réflexions philosophiques et métaphysiques de l'ex-prési-

## FILM

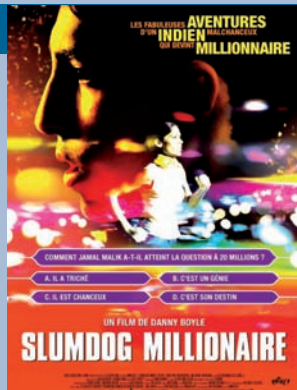
### Le fabuleux destin d'un jeune indien

Conte moderne, entre misère sociale et histoire d'amour, *Slumdog millionnaire* nous livre un univers à part entière. Dès les premières images, le premier son, nous sommes plongés en Inde, au cœur des bidonvilles. Les plans sont sublimes, le rythme enivrant. Et le récit pittoresque.

Jamal est un orphelin des taudis de Mumbai. Miracle, il arrive en finale de la version indienne du jeu *Qui veut gagner des millions* ? Une victoire suspecte aux yeux de la police : comment peut-on être né au milieu des déchets et connaître autant de choses ? Tour à tour, la beauté du pays enivre, la pauvreté qui l'accable dégrise. La bonté et la volonté d'un être qui fait le choix de vivre malgré les embûches et le désespoir sont les sentiments au cœur de ce film émouvant aux couleurs de Bollywood.

**C.C.**

*Slumdog millionnaire*, un film de Danny Boyle, avec Dev Patel, Mia Drake, Freida Pinto. Date de sortie : 14 janvier 2009.



dent de la République qui ont animé toute son existence, de la petite enfance aux dernières années de sa vie. Le lecteur pénètre dans l'intimité

d'un homme qui n'a cessé de s'interroger sur le sens de l'existence et de la mort, alors même que son corps meurtri lui ouvrait une fenêtre sur l'autre rive.

Pas une seule seconde, il n'a cru guérir complètement. Contrairement à De Gaulle et Pompidou, qui sont partis dans la plus grande discrétion, il choisit d'exhiber périodiquement son agonie aux Français. « C'est aussi cela savoir mourir », souligne l'auteur qui décrit les angoisses, interrogations et autres souffrances endurées par un être au destin si singulier.

**B.T.**

Léo Pitte, *François Mitterrand, ma mort tous les jours*, éditions Le Bord de l'Eau/Télémaque, 2009, 12 euros.



# Désenchanté de l'île

**R**endez-vous avait été pris dimanche 1<sup>er</sup> février, avant le rassemblement des secrétaires de section à la Maison de la Mutualité, à Paris. Mais le samedi, Jules Otto nous apprend qu'il est retenu en Guadeloupe. « La situation est tellement préoccupante ici que je me dois de rester. » L'élu est aujourd'hui en pleine négociation, son département est bloqué depuis une dizaine de jours par une grève générale. Le feu a pris avec l'envolée des prix du pétrole et des produits de première nécessité, mais la grogne sociale grondait depuis quelque temps déjà. Ce premier secrétaire fédéral a pris sa carte au Parti en 1990, à 30 ans pile. Il a toujours été proche des mouvements étudiants, et impliqué dans la vie associative. Mais l'arrivée de Victorin Lurel aux élections municipales en 1988 le décide à franchir le cap. Il devient secrétaire général de la fédération en novembre 2005. Parallèlement, il continue ses activités municipales, et est élu adjoint à la mairie de Vieux-Habitants en 2001. Depuis avril 2008 et à la faveur des élections cantonales, il est 5<sup>ème</sup> vice-président du Conseil général. « Par la politique, je me sens utile à mon pays et à mes concitoyens. Il fallait passer de l'associatif au politique pour vraiment peser sur les choses », reconnaît ce père de trois enfants. Concernant le conflit actuel qui paralyse la



**“ Nous dénonçons le malaise social, l'exclusion et la précarité de notre population. ”**

Guadeloupe, il note l'arrivée tardive d'Yves Jégo, secrétaire d'État à l'Outre-mer. « Je m'engage à fond, reprend-il, cet engagement vient de mon histoire personnelle ». Il hérite de la fibre du combat politique par son père, conseiller municipal. « Tout petit, j'assistais à ses réunions. Je ne comprenais pas grand-chose, mais j'étais là. J'ai très tôt été plongé là-dedans. » À l'époque, il ne s'agissait pas de se battre pour faire baisser de 20 centimes le prix de l'essence. Mais on parlait déjà d'égalité sociale. « Le mouvement actuel est une bulle de mécontentement qui a éclaté. Nous dénonçons le malaise social, l'exclusion et la précarité de notre population. La diversité n'est pas représentée, l'économie du département est encore aux mains d'une minorité. » Les collectivités majeures ont pris leurs responsabilités, l'État doit faire de même pour assurer sa fonction de garant des valeurs républicaines, notamment d'égalité et de solidarité. « Nous sommes une région à part entière de la France, et nous passons toujours pour des gens qui réclament », déplore Jules Otto. Au menu des revendications guadeloupéennes : plus de pouvoir d'achat, augmentation des salaires et baisse des prix, les mêmes mots d'ordre finalement que ceux de la grève générale du 29 janvier, dans les rues de métropole.

**Stéphanie Platat**